

- mettre en place les mécanismes permettant à la présidence du gouvernement d'être informée instantanément et continuellement du niveau d'avancement de la réalisation des priorités et du respect des délais et des normes,

- coordonner avec les ministères, les gouvernorats et les établissements publics afin d'atteindre le degré d'efficacité requis et de surmonter les entraves,

- permettre aux instances et institutions représentatives du peuple d'être informées du niveau d'avancement de la réalisation à travers une communication périodique,

- prendre toute mesure nécessaire afin de maîtriser les risques de déviation par rapport au respect des programmes et des délais d'exécution,

- fournir les services d'accompagnement, de consultation et d'appui technique aux membres du gouvernement.

Art. 2 - L'unité prévue à l'article premier est dirigée par un cadre nommé par décret avec rang et avantages de directeur général. Il est assisté par :

- un cadre avec rang de directeur d'administration centrale chargé du suivi des priorités et de la supervision de leur exécution, ainsi que trois cadres avec rang de sous-directeur ou chef de service selon le cas,

- un cadre avec rang de directeur d'administration centrale chargé d'explorer et de prospecter les thèmes de programmation et de planification, ainsi que trois cadres avec rang de sous-directeur ou chef de service selon le cas,

- un cadre avec rang de directeur d'administration centrale chargé des relations avec les médias, de la promotion des programmes du gouvernement et de ses priorités et des résultats du suivi d'exécution, ainsi que deux cadres avec rang de sous-directeur ou chef de service selon le cas.

Art. 3 - Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 2 juillet 2012.

Le Chef du Gouvernement

Hamadi Jebali

Décret n° 2012-649 du 2 juillet 2012, portant prorogation des dispositions exceptionnelles relatives aux agents et ouvriers temporaires ainsi que les agents contractuels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, prévues par le décret n° 2011-483 du 7 mai 2011.

Le chef du gouvernement,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, portant loi organique des communes, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi organique n° 2008-57 du 4 août 2008,

Vu la loi organique n° 89-11 du 4 février 1989, relative aux conseils régionaux, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi organique n° 2011-1 du 3 janvier 2011,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif et notamment son article 4, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2007-268 du 12 février 2007,

Vu le décret n° 98-1936 du 2 octobre 1998, fixant le statut particulier des agents temporaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2008-560 du 4 mars 2008,

Vu le décret n° 98-2509 du 18 décembre 1998, fixant le statut particulier des ouvriers de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 2011-483 du 7 mai 2011, fixant des dispositions exceptionnelles relatives aux agents et ouvriers temporaires ainsi que les agents contractuels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu l'arrêté républicain n° 2011-2 du 24 décembre 2011, portant nomination du chef du gouvernement,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décète :

Article premier - Les dispositions exceptionnelles relatives aux agents et ouvriers temporaires ainsi que les agents contractuels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, prévues par le décret n° 2011-483 du 7 mai 2011, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2012.

Les dispositions du premier paragraphe du présent décret ne s'appliquent pas aux agents et ouvriers temporaires ainsi qu'aux agents contractuels recrutés en 2012.

Art. 2 - Les ministres et les secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 2 juillet 2012.

Le Chef du Gouvernement

Hamadi Jebali

Arrêté du chef du gouvernement du 2 juillet 2012 portant création d'une commission chargée d'émettre l'avis concernant les candidatures à la gratification exceptionnelle.

Le chef du gouvernement,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997 et notamment son titre VI relatif à la gratification exceptionnelle.

Arrête :

Article premier - Est créée au sein de la présidence du gouvernement une commission chargée d'émettre l'avis concernant les propositions d'octroi de la gratification exceptionnelle prévue par l'article 112 bis, ter, quater et quinto de la loi 83-112 susvisée.

Art. 2 - Le ministre auprès du chef du gouvernement chargé de la réforme administrative préside la dite commission composée des membres suivants :

- le conseiller juridique et de législation du gouvernement à la présidence du gouvernement,

- le président du comité général de la fonction publique,

- le directeur général des réformes et perspectives administratives,

- le secrétaire général du ministère des finances.

Art. 3 - Le ministre auprès du chef du gouvernement chargé de la réforme administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 2 juillet 2012.

Le Chef du Gouvernement

Hamadi Jebali

MINISTERE DE LA JUSTICE

Par décret n° 2012-650 du 2 juillet 2012.

Est accordé à Monsieur Ibrahim Majri, premier président de la cour de cassation, les indemnités et avantages d'un secrétaire d'Etat.

Par décret n° 2012-651 du 2 juillet 2012.

La démission de Monsieur Habib Ghariani, juge d'instruction au tribunal de première instance de Zaghuan, est acceptée à compter du 1^{er} juin 2012.

Par décret n° 2012-652 du 2 juillet 2012.

La démission de Monsieur Belgacem Barrah, président de chambre à la cour de cassation, est acceptée à compter du 1^{er} juin 2012.

Par décret n° 2012-653 du 2 juillet 2012.

La démission de Monsieur Fayçal M'nasser, juge d'instruction au tribunal de première instance de Sousse 2, est acceptée à compter du 15 juillet 2012.

Par décret n° 2012-654 du 2 juillet 2012.

La démission de Monsieur Mohamed Ben Belgacem Maâtoug, président de chambre à la cour d'appel de Gabès, est acceptée à compter du 1^{er} juin 2012.

Par décret n° 2012-655 du 2 juillet 2012.

Monsieur Abderrazak Ben M'na, président du tribunal de première instance de Zaghuan, est licencié de ses fonctions, son nom est définitivement radié du cadre judiciaire, à compter du 29 mai 2012.

L'intéressé bénéficie d'une indemnité de licenciement conformément aux dispositions de l'article 46 de la loi relative à l'organisation judiciaire, au conseil supérieur de la magistrature et au statut des magistrats.